



9 MAI
2018

FORUM CONVERGENCES
TUNISIE

ESS'PLORATION
VERS UNE TUNISIE

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETÉ

COMPTE-RENDU

BEIT AL-HIKMA
25 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE, CARTHAGE (TUNIS)

A propos de Convergences :

Créée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en Europe en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) et de la construction d'un monde « Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ». Sa mission est de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires représentées au sein de ses Groupes de travail pour co-construire le Forum Mondial Convergences qui réunit chaque année à Paris près de 5 000 participants, réaliser des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année.

www.convergences.org

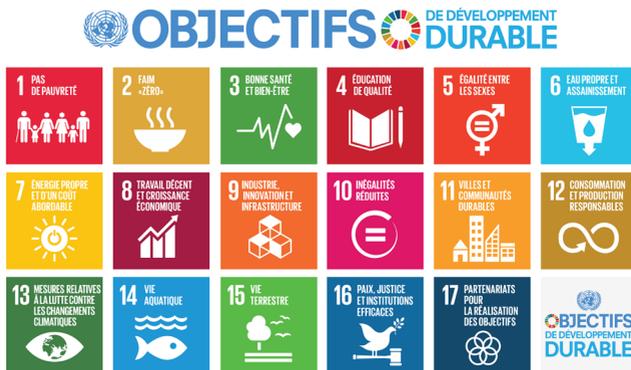
EDITO

A l'heure où la Tunisie pense et développe des modèles de développement économiques innovants, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est sur toutes les lèvres. Ce secteur qui tend à concilier croissance économique et impact social se doit de constituer un élément de réponse aux défis économiques, sociaux et environnementaux rencontrés en Tunisie.

C'est ce dont nous – organisateurs, partenaires, intervenants, membres du groupe de programmation du Forum « ESS'ploration, vers une Tunisie Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté » – sommes convaincus.

Institutions publiques, entreprises, milieu universitaire, associations : chacun a un rôle à jouer dans l'essor de l'ESS et tous doivent travailler en commun pour réconcilier business et impact social. La jeunesse doit être encouragée à explorer son talent et exploiter son potentiel, et les entrepreneurs sociaux tunisiens d'aujourd'hui et de demain être formés et soutenus.

Ensemble, nous pourrons lancer des initiatives pour réaliser le potentiel de l'ESS comme secteur de création de richesse, contribuer à sa structuration et à son développement, ainsi qu'accompagner des projets économiques à fort impact social et/ou environnemental. Nous sommes riches de notre diversité, dynamiques de par notre envie et nos projets et résolument tournés vers l'avenir, engagés chacun à notre échelle pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable adoptés par les Nations unies pour l'horizon 2030 et contribuer à une Tunisie 3Zéro.



AGENDA

9:30 • 10:00	ACCUEIL			
10:00 • 11:15	OUVERTURE - Vers un monde 3Zéro : quand développement rime avec impact Conférence plénière 📍 Salle 1 & Salle 2			
11:15 • 11:30	PAUSE CAFÉ			
11:30 • 13:00	OIT - De la coopération multi-acteur au cadre juridique et institutionnel  Conférence 📍 Salle 1	ADA - Comment développer la finance inclusive en Tunisie ?  Atelier 📍 Salle 2	iesMed - La coopération territoriale au service de l'innovation sociale  Atelier 📍 Salle 3	CONVERGENCES - Entrepreneuriat vert en Tunisie  Agora 📍 Salle 4
13:00 • 14:00	DÉJEUNER BUFFET			
14:00 • 15:30	MedESS - Le microcrédit comme outil de création d'emploi  Conférence 📍 Salle 1	UBCI - Comment financer l'entrepreneuriat social en Tunisie ?  Fishbowl 📍 Salle 2	ENDA INTER-ARABE - Génération startup : quel accompagnement ?  Regards croisés 📍 Salle 3	MARHP - Inclusion économique des femmes en milieu rural  Cas pratique 📍 Salle 4
15:30 • 16:00	PAUSE CAFÉ			
16:00 • 17:30	FRIEDRICH EBERT STIFTUNG - ESS, vecteur de croissance et de justice sociale  Fishbowl 📍 Salle 1	WE LOVE SOUSSE - Enseignement de l'entrepreneuriat social en Tunisie  Atelier 📍 Salle 2	LAB'ESS - Pourquoi et comment mesurer son impact social ?  Cas pratique 📍 Salle 3	SIMFI - Stratégie, performance, & gestion du risque en microfinance  Atelier 📍 Salle 4
17:30 • 18:00				
18:00 • 20:00	CLÔTURE - CONVERGENCES & CJD-TUNISIE - Soirée "Youth We Can!" : jeunesse pour une Tunisie 3Zéro     Conférence plénière 📍 Salle 1 & Salle 2			
20:00 • 21:00	COCKTAIL DÎNATOIRE			

- Accompagnement et financement de l'ESS
- L'ESS, un secteur pour l'inclusion des populations et des régions
- L'ESS, un élément de réponse aux enjeux climatiques
- Ouverture et clôture

INTERVENANTS

Rachid Abidi, Directeur, Lab'ess – Laboratoire de l'économie sociale et solidaire

Yusser Achich, Responsable RSE, UBCI Groupe BNP Paribas

Adnane Addioui, Expert formateur & Fellow, Ashoka

Mohamed Ali Dayahi, Directeur du Bureau pour les pays du Maghreb, Organisation Internationale du Travail

Anissa Ayari, Sous-Directrice chargée de l'ESS, Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Mehdi Baccouche, Co-Fondateur, Shanti

Jean-Louis Bancel, Président, MedESS & Crédit Coopératif

Lotfi Ben Aïssa, Ancien Directeur des Études Fiscales, Ministère des Finances

Hela Ben Hassen, Coordinatrice & Accompagnatrice de la Région de Bizerte, Enda inter-arabe

Mohamed Ben Mahmoud, Président, Plateforme tunisienne de l'ESS

Walid Ben Rhouma, Journaliste, Express FM

Emna Ben Yedder, Vice-Présidente, CJD-Tunisie

Pierre Bérégovoy, Directeur Général, UBCI Groupe BNP Paribas

Patrice Bergamini, Ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie, Union européenne

Anis Boufrikha, Président, We Love Sousse

Mariem Boughdiri, Entrepreneur, Ontej

Rafik Boujdaria, Fondateur, Mouvement Union Civile

Amina Bouzguenda-Zeghal, Directrice Générale, Université Paris-Dauphine | Tunis

Brieuc Cardon, Directeur Général, Advans Tunisie

Leïla Charfi, Directrice des Partenariat | Impact Partner, Yunus Social Business Network

Gilles Chausse, Directeur Tunisie & Lybie, Agence Française de Développement

Amal Chevreau Bahij, Secrétaire du Bureau, MedESS

Amine Chouaib, Entrepreneur et Membre du Bureau Exécutif, Chifco & CJD-Tunisie

Meriem Dachraoui, Porteuse de Projet, Enactus & IHEC Carthage

Bérenice Dondeye, Co-Présidente & Membre, adapes - Mouvement pour l'économie solidaire Occitanie & RIPESS Europe

Sourour El Andoulsi, Docteur en Sciences de Gestion, Enseignante Chercheuse en RH & Entrepreneuriat Social

Asma Ennaifer, Directrice des Relations Extérieures, RSE et Innovation, Orange Tunisie

Mariem Essghaier, Manager, el Mensej

Myriam Garram Ben Arbi, Chef de la Division des Financements Extérieurs, Amen Bank

Bernard Georges, Chargé de Projet Senior | Projet Micromed, ADA microfinance

Jouhaina Gherib, Présidente, Membre Fondateur & Coordinatrice, Université de la Manouba, IREST & Global Compact Tunisie

Nadia Gouta, Deputy Director, Tunisian Investment Authority (TIA)

Elyes Hachana, Programme Manager, Enactus Tunisie

Samia Hafsa, Professeure Universitaire, ISET Charguia

Faker Halleb, Directeur, Observatoire de l'inclusion financière, Banque centrale de Tunisie

Thameur Hamdane, Président, afrikwity & Co-Fundy

Alexane Heredia, Chargée de Mission, Lab'ess – Laboratoire de l'économie sociale et solidaire

Naouel Jabbes, Chargée de l'ESS, Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche (MARHP)

Nizar Jaouadi, Fondateur, Sejnane-Plast

Dorra Kammoun, PDG / Co-Fondatrice, Techability

Tarek Kaouache, Secrétaire, Coopérative commerciale des consommateurs responsables

Amina Kchirid, Professeure-Chercheuse, Directrice du Master Innovation Sociale et Management, Université Hassan II, Casablanca

Sélim Kharrat, Consultant, Human Capital Value

Khaoula Khedimy Boussama, Présidente & CEO, Enactus Tunisie

André Koch, Fondateur, Stachanov

Samir Ksibi, cha9a9a.tn

Rim Lamti, Directrice Générale, Taysir Microfinance

Dalia Mabrouk, Responsable Pôle ESS – Mahdia, CitESS

Asma Mansour, Co-Fondatrice, Tunisian Center for Social Entrepreneurship

Mahmoud Mansour, Directeur, Autorité de contrôle de la microfinance

Rania Mechergui, Fondatrice, Dar el ain

Radhi Meddeb, Président Fondateur & Président Directeur Général, Action et Développement Solidaire & Groupe Comete

Ali Mnif, Country Manager, Silatech

Ines Mohadhi, Fondatrice, Pro-service

Awatef Mosbeh, Porteuse de Projet, Toufoula Kids

Fatma Naboultane, Membre du Comité d'Organisation, en charge de la Communication, Open Startups Tunisia

Alexandre Nayme, Chargé d'Investissement Entrepreneuriat Social et Microfinance, BNP Paribas

Selvan Pajaniardja, Coordinateur Groupe Social Business, Accès Au Financement & Financements Structurés, Agence Française de Développement

Karine Pinget, Direction des Affaires Internationales, Crédit Coopératif

Olivier Poivre D'Arvor, Ambassadeur de France en Tunisie, Ambassade de France en Tunisie

Abdelkader Rhaïem, Universitaire, Communicateur, Ministère de l'Enseignement supérieur

Frédéric Roussel, Président & Directeur du Développement, Convergences & ACTED

Olfa Safrrou, Fondatrice, Bye Bye Autisme

Thierry Senechal, Directeur, Finance For Impact, Altai Consulting

Kaouther Sfar Gandoura, Chargée Programme, 2521 project & We Love Sousse

Guy Tchami, Spécialiste des Politiques et de la Recherche sur les Coopératives Organisation Internationale du Travail

Karim Toumi, Coordinateur National Principal - Projet PROMESS, Organisation Internationale du Travail

Sarah Toumi, Fondatrice, Acacias pour tous & Dream in Tunisia

Taieb Triaa, Membre du Comité d'Organisation, en charge de la Communication, sania.tn

Sonya Zaïem, Responsable de la Communication, Lab'ess – Laboratoire de l'économie sociale et solidaire

Amina Zeghal, Directrice générale, Université Paris Dauphine | Tunis

Latifa Ziadi, Docteur en Sciences Économiques & Directeur du Département Économie et Méthodes Quantitatives, ISCAE, Université de la Manouba

Mohamed Zmandar, Directeur Général Adjoint, Enda Tamweel

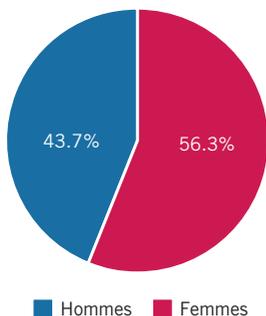
Sonia Zoghliami, Directrice, direction générale du financement, Ministère des Finances tunisien

LE FORUM EN CHIFFRES

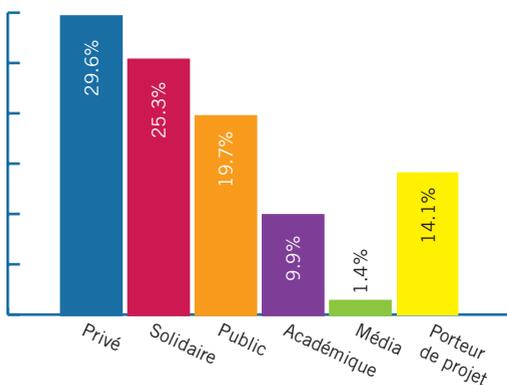
Le Forum a accueilli 468 visiteurs sur la journée, une participation au-delà de nos attentes pour cette première édition ! L'accès au Forum était gratuit mais sur inscription.

INTERVENANTS

Genre

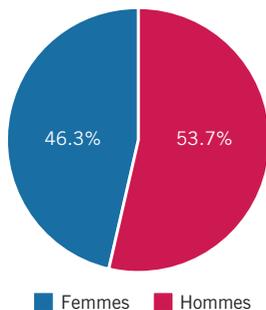


Secteur d'activité

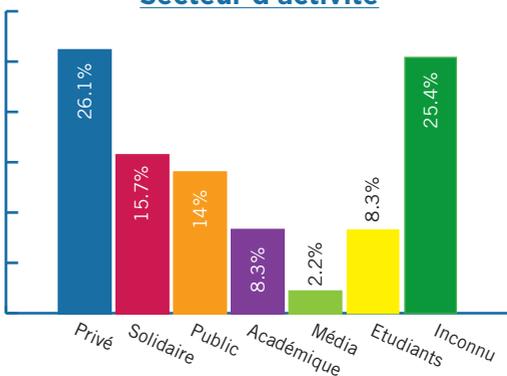


PARTICIPANTS

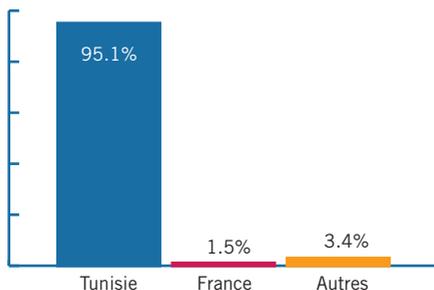
Genre



Secteur d'activité



Nationalité



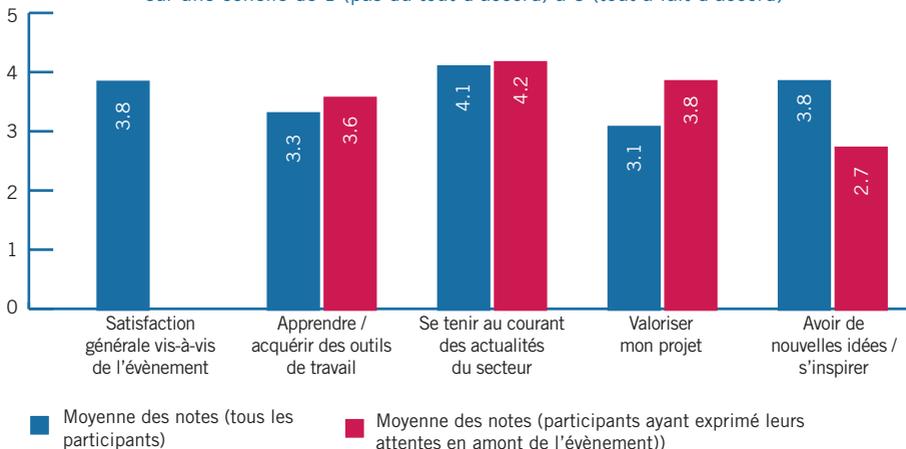
BILAN QUALITATIF

Les principales attentes des participants vis-à-vis du Forum Convergences Tunisie étaient de se tenir informés des actualités du secteur (77%) et de trouver de nouvelles idées (61%).

- 98% des répondants recommanderaient cet événement à leur entourage ;
- Les répondants affichent une satisfaction générale vis-à-vis de leur participation à l'événement avec une note de 3,84 sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord). Ils sont 93% à avoir trouvé l'événement généralement satisfaisant.

Satisfaction des attentes vis-à-vis de l'événement

sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord)



Pour 84% des répondants, le Forum Convergences Tunisie a permis de rencontrer des personnes qui leur sont habituellement inaccessibles (habitant loin, personnalité reconnue, emplois du temps trop différents, etc.).

Satisfaction vis-à-vis de l'événement

sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord)

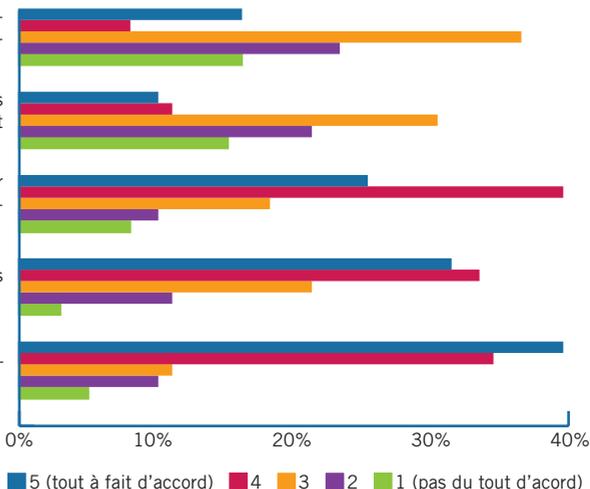
L'événement a donné naissance à des partenariats, projets ou idées de projets, actions communes, etc. avec d'autres acteurs.

Si oui, je suis en discussion avec de potentiels partenaires techniques et financiers grâce à cet évènement.

L'événement m'a donné envie de collaborer avec des acteurs différents de ceux avec lesquels j'ai l'habitude de travailler.

J'ai fait de nouvelles rencontres intéressantes dans le cadre de ma pratique professionnelle.

L'événement m'a permis de rencontrer des personnes inaccessibles autrement.



RETOURS SUR LE FORUM

I. QUEL CADRE LÉGAL & INSTITUTIONNEL POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN TUNISIE ?

Au moment de la tenue du Forum, la mise en place d'un cadre légal favorable à l'ESS en Tunisie n'était pas encore terminée : les étapes ci-dessous marquent d'ores et déjà l'avancée de ce processus.

L'Économie Sociale et Solidaire : une orientation stratégique appuyée politiquement



Des travaux institutionnels sont en cours pour l'adoption d'une loi visant à encadrer l'ESS en Tunisie. Ce projet de loi a fait l'objet d'une consultation publique ouverte du 7 au 28 mai 2018 sur le portail national de l'information juridique www.legislation.tn. Pour Lotfi Ben Aissa, ce projet de loi s'inscrit dans la même dynamique que la loi des collectivités locales récemment publiée, ce qui converge vers une économie de proximité. Dans une vidéo réalisée par la Fondation Friedrich Ebert dans laquelle les Tunisiens partagent leur vision et attentes vis-à-vis de l'ESS, il atteste que « la Tunisie dispose d'un arsenal juridique composé de lois anciennes et nouvelles » mais que « le problème réside dans l'écart entre ce que les lois stipulent et leur application effective ». Il présente l'ESS comme une opportunité de développement pour le pays, ainsi que comme un levier de création de revenus pour les populations, à condition de fournir les mécanismes nécessaires au bon fonctionnement de ce secteur.

Fondements de base du projet de loi sur l'ESS en Tunisie



Composantes du projet de loi



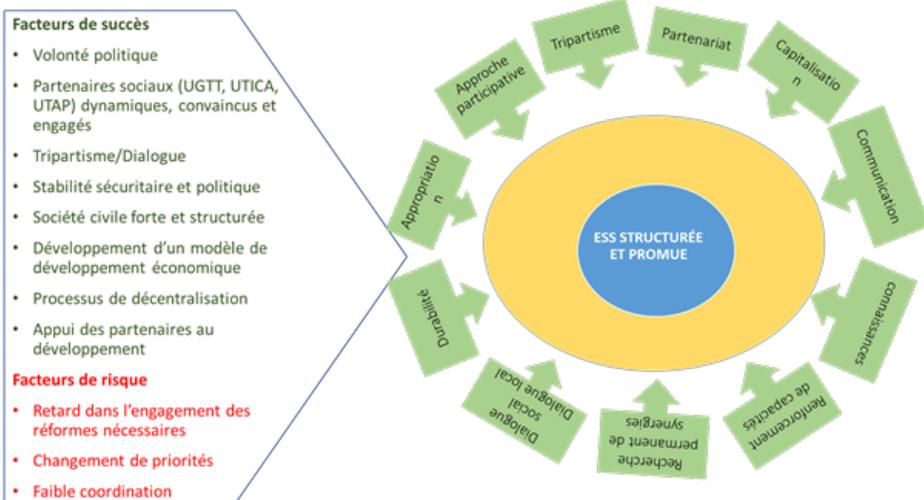
II. QUELLES APPROCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN TUNISIE ?

Un retour sur le processus de développement de l'ESS a été réalisé, allant de l'essor des coopératives (expérience coopérative des années 60) et des initiatives par la société civile à partir de 2011 jusqu'à la mise en place aujourd'hui d'un cadre général favorable à la structuration de l'écosystème de l'ESS en Tunisie.

Processus de développement de l'ESS en Tunisie



L'écosystème de l'ESS développé de manière structurelle depuis 2017 repose sur plusieurs piliers. Les intervenants ont ainsi proposé une identification des leviers, mais aussi des facteurs pouvant freiner le développement de l'ESS en Tunisie.



Le Projet PROMESS - Promotion des Organisations et des Mécanismes de l'Economie Sociale et Solidaire – lancé en 2016 par le Bureau de l'OIT illustre la dynamique de structuration en proposant un programme d'accompagnement avec une composante régionale et une composante nationale.

III. COMMENT FINANCER L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN TUNISIE ?

Une large variété de mécanismes de financement à disposition des structures de l'ESS en Tunisie ont été mis en exergue au cours de la journée. L'accent a été mis sur l'accessibilité des services financiers comme levier de développement économique. Bien qu'un écosystème en gestation des banques qui financent l'ESS en Tunisie se renforce continuellement, l'identification des entreprises sociales, ainsi que l'apport d'une réponse aux besoins des entrepreneurs tout au long du cycle de vie du projet constituent des défis à ce financement. Pour UBCI, cela passe notamment par un élargissement de la gamme des produits bancaires disponibles.

Par le prêt bancaire

L'UBCI accompagne 7 entreprises à caractère social et compte renforcer son action à l'instar du Groupe BNP Paribas dont le soutien à l'ESS a atteint le milliard d'euros en 2017. L'UBCI dégage à ce titre une enveloppe de plus d'un million de dinars tunisiens en vue de leur financement. Pierre Bérégovoy, Directeur général, a fait valoir la responsabilité économique mais également éthique de l'UBCI dans l'apport de ressources financières aux initiatives de la société civile liées à l'ESS : « Nous avons une responsabilité civique de lutte contre les exclusions et une responsabilité environnementale de lutte contre les dérèglements climatiques ».

L'UBCI entend ainsi se positionner de manière innovante comme un partenaire majeur d'initiatives constituant un levier économique de réponse aux enjeux stratégiques que traverse le pays. Le Directeur général de la banque a ainsi clairement énoncé la vision stratégique de la banque en la matière : « [La Tunisie] doit prendre conscience qu'[elle] détient les solutions aux problèmes majeurs auxquels [elle] doit faire face. L'entrepreneuriat est un levier fort, et s'il est mis au service d'un enjeu social ou environnemental, son effet peut être décuplé. Il faut soutenir l'émergence de ses entrepreneurs sociaux et porter avec eux la vision d'une Tunisie plus forte, plus juste, plus responsable et plus inclusive. »

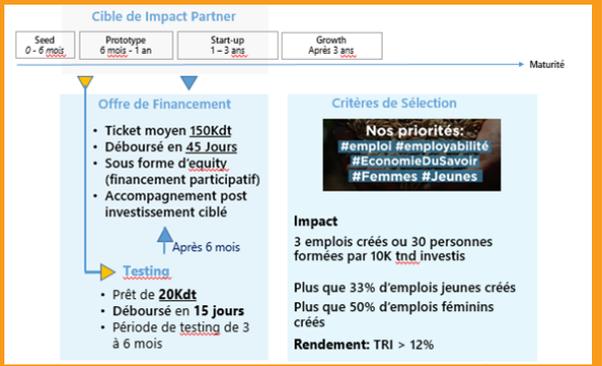
Via le crowdfunding

Afrikwity & Co-fundy, offrent quant à elles des mécanismes de financement innovants et participatifs. Ces deux plateformes en ligne tunisiennes permettent à chacun de soutenir des projets 3Zéro en Afrique, dont un certain nombre en Tunisie.

Afrikwity est une plateforme de crowdfunding d'investissement, qui permet à chacun d'investir dans des startups ou des PME, prouvant ainsi la rentabilité des projets à but lucratif et à impact positif. Isahit, une innovation digitale pour l'emploi des femmes et des jeunes en Afrique a ainsi levé 400 000 euros via Afrikwity. Co-fundy offre quant à elle la possibilité de soutenir des projets par le don.

Via l'impact investing

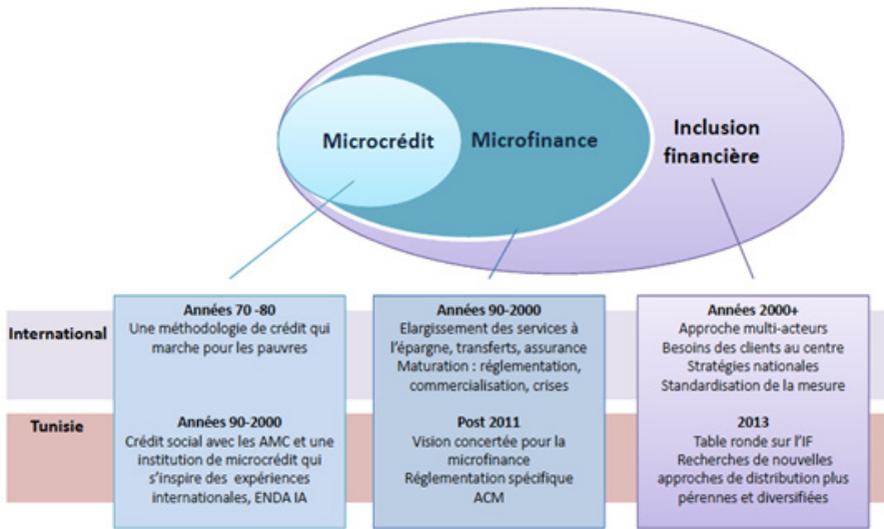
Impact Partner a développé depuis 2013 des programmes d'accélération d'entreprises et formé plus de 100 entrepreneurs. Il a créé, en partenariat avec UGFS-NA, le fonds d'amorçage Social Business Fund, premier fonds d'impact investing en Tunisie, pour répondre aux défis de l'emploi, de l'accès aux services essentiels et de la réduction des inégalités.



IV. LA FINANCE RESPONSABLE ET INCLUSIVE, UN LEVIER DANS L'ESSOR DE L'ESS EN TUNISIE ?

Le secteur de la microfinance peut-il contribuer au soutien de l'ESS et à la création d'emploi en Tunisie ? Si la question de savoir si la microfinance fonctionne encore et de manière rentable est régulièrement posée, les initiatives présentées lors du Forum ont montré que le secteur reste un facteur clé de la finance responsable et inclusive en Tunisie.

En 2017, 69% des adultes dans le monde possédaient un compte, soit environ 5,6 milliards d'adultes (1,7 milliard d'adultes sont toujours exclus et 1/5ème des comptes sont inactifs) et, d'après une étude du CGAP de 2015, 64% des Tunisiens n'ont pas accès aux différents services financiers ou alors en font une utilisation limitée. Face à ce constat, la microfinance propose une meilleure accessibilité et un meilleur usage des services financiers, apportant ainsi son concours au développement socio-économique du pays. Il existe toutefois plusieurs définitions et méthodologies de ce qu'est l'inclusion financière.



MicroMED : un projet Zéro Exclusion et Zéro Pauvreté pour la Tunisie et la région MENA
Le programme a été mis en œuvre par ADA en partenariat avec la République tunisienne, la Banque Européenne d'Investissement et le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg pour une durée de six ans. Il vise notamment à améliorer l'accès des populations à bas revenu aux services financiers tels que le crédit, l'épargne ou encore les transferts de fonds, mais aussi à développer la capacité des institutions de microfinance à accroître leur activité pour satisfaire la demande.

CoopMED, accélérateur d'impact social. Lancé en 2015 par un ensemble d'acteurs (institutions financières de développement international, banques sociales et éthiques, sociétés d'assurance mutuelle, sociétés d'investissement), CoopMED est un fonds accélérateur d'impact social dans la région MENA. Il centre son activité sur la création d'emplois et d'activités économiques durables et promeut des initiatives vertes et innovantes favorisant l'entrepreneuriat social. Le programme appuie des clients qui servent des marchés mal desservis et innovants tels que le commerce équitable et la finance rurale, et cherche à atteindre une clientèle non-traditionnelle en s'appuyant sur des banques locales et en collaboration avec d'autres bailleurs internationaux.

75%

Tier 2 & 3
De nos clients sont des "petites" institutions dont 25% avec un total de bilan inférieur à 5M€.

25%

1er investisseur international
de nos clients ne pouvaient pas compter sur un investisseur international avant l'arrivée de CoopMed.

En offrant aux IMF, banques locales et aux sociétés mutuelles des prêts entre 200 000 et 2 000 000 d'euros (ticket moyen de 810 000 euros), Coopmed est aujourd'hui partenaire de 8 IMF réparties dans 5 pays, et compte 140 000 bénéficiaires finaux avec un prêt moyen de 1.252 euros par microentrepreneur.

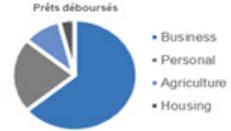
Mission Sociale



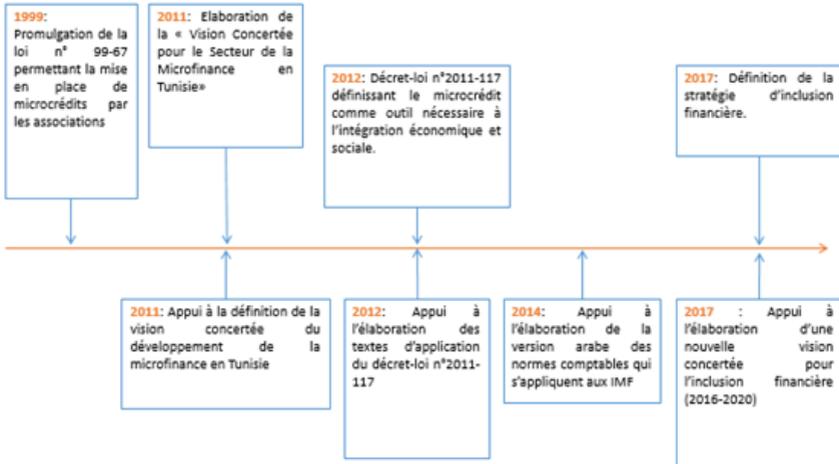
Accès et Outreach



Produits et Services



L'Agence Française de développement (AFD), un soutien structurel. L'AFD en Tunisie a adopté une vision globale pour soutenir l'inclusion financière et la création d'emploi. Elle a en effet appuyé la mise en œuvre d'une politique publique structurante pour le secteur de la microfinance, tout en contribuant au développement d'IMF, que ce soit en les finançant directement ou par le biais des banques ou de l'Etat.

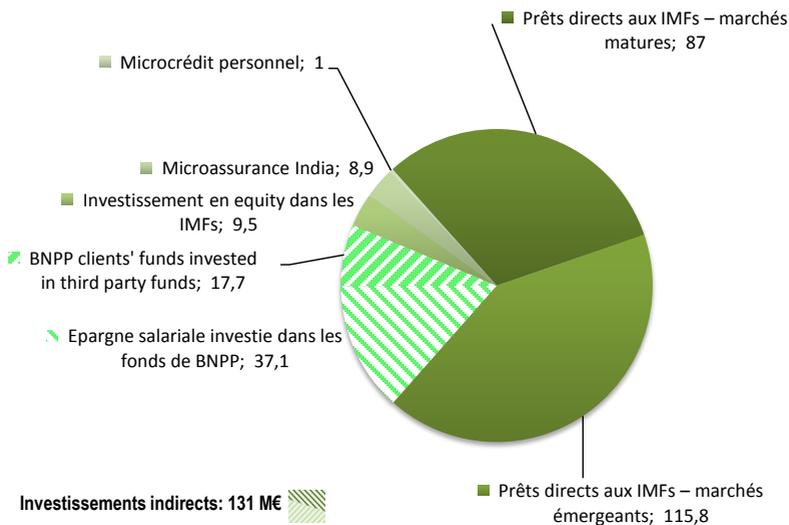


Secteur bancaire
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une ligne de crédit de 15M€ destinée au refinancement des IMF Mise à la disposition d'outils de garantie ARIZ pour l'octroi de financement par les banques à hauteur de 6,9M€.

Etat
<ul style="list-style-type: none"> 2011: Elaboration de la « Vision Concertée pour le secteur de la Microfinance en Tunisie » 2012: Appui à l'élaboration des la version arabe des normes comptables qui s'appliquent aux IMF 2017: Appui à l'élaboration des la Stratégie d'Inclusion Financière <p>TOTAL de 173 K€</p>

Institutions de Microfinance (IMF)
<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition d'assistance technique à travers l'octroi de subvention pour 3,8M€ Soutien au développement et à la croissance des IMF à travers la mise en place de prêts directs (20M€) et prise de participation (6,7M€) au capital de certaines IMF

L'UBCI, un soutien particulier aux IMF. Au 31 décembre 2017, l'UBCI a financé des IMF telles qu'Enda Interarabe, Taysir Microfinance et MicroCred à hauteur de 22,75 millions de dinars tunisiens d'autorisation de crédit, pour un total de 13 310 bénéficiaires finaux, dont 61% de femmes et 42% de clients en milieu rural. Depuis 2013, l'UBCI a doublé son financement aux IMF.



Soutien du Groupe BNP Paribas aux IMF : 277M€ (+11% yoy)

V. QUEL ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES DE L'ESS EN TUNISIE ?

Si une offre d'accompagnement au développement de structures de l'ESS se développe, les intervenants soulèvent néanmoins des lacunes dans le cycle d'accompagnement. Sont notamment mentionnés : le manque d'acteurs publics spécialisés sur l'ESS, une coordination encore restreinte dans la chaîne d'accompagnement ou encore un manque de suivi après la création du projet. Les intervenants préconisent une approche de l'accompagnement holistique qui s'écarterait de la logique de programme, cette dernière étant limitée dans le temps et entraînant une rupture de l'accompagnement après la création de l'organisation ESS. Il apparaît important de voir émerger une génération d'accompagnateurs hybrides, qui s'emparent également de la mission de partage et de transfert des valeurs de l'ESS.

Un appel pour la constitution d'un écosystème local de l'accompagnement a été formulé. Cet écosystème comprendrait des organisations dédiées à l'accompagnement, des espaces ressources d'accueil et d'échange, serait caractérisé par une réelle coordination de l'accompagnement et de l'accès au financement, et permettrait une meilleure visibilité pour les projets ainsi qu'un accès au marché mieux garanti.

Le Lab'ess, l'incubateur qui booste l'ESS en Tunisie. Créé en 2012 par un collectif d'associations tunisiennes et le GROUPE SOS, le Lab'ess est un espace d'innovation sociale dédié au développement des structures de l'ESS. Focalisé sur l'émergence d'entrepreneurs sociaux, le Lab'ess se définit comme une pépinière collaborative visant à créer un lieu favorable pour entreprendre, innover et partager. Convaincu que l'efficacité économique peut être au service de l'intérêt général et du développement, le Lab'ess, propose un programme d'incubation de six mois. Après une sélection devant un jury d'experts, les entrepreneurs sociaux du Lab'ess bénéficient d'un programme de formation, d'un accompagnement individuel et d'un networking intensif pour booster leurs projets. Le but : pérenniser le modèle économique et développer l'impact #3Zéros ! « Notre volonté est de mettre à disposition des entrepreneurs et des associations notre expertise pour produire un impact social positif, permettre le changement d'échelle et s'assurer que l'homme reste au centre des projets soutenus. » (*Rachid Abidi, Directeur du Lab'ess*). Le Lab'ess a également un rôle de facilitateur puisqu'il fait en sorte de connecter les différentes parties prenantes (société civile, État et secteur privé) afin de créer des synergies favorables à la (re)connaissance de l'ESS en Tunisie.

Processus d'accompagnement du Lab'ess



Enda Interarabe et Enda Tamweel œuvrent pour la promotion du micro entrepreneuriat social. En plus des services financiers de microcrédit, elles proposent plusieurs programmes d'accompagnement complet à la création de microentreprises conçus pour les femmes, les jeunes et les populations rurales. Les entreprises sociales accompagnées par Enda sont maintenant pérennes et ont permis la création de plusieurs emplois.

Accompagnement pré-crédation

Orientation et information / Détection des besoins du projet / Formation / Coaching.



Un incubateur

Moyens logistiques / Accompagnement personnalisé selon les besoins / Consultants spécialisés dans différents domaines .

Accompagnement post-crédation

Coaching et formation / Appui à la commercialisation et à la promotion des produits et services / Suivi et développement des compétences / Réseautage.



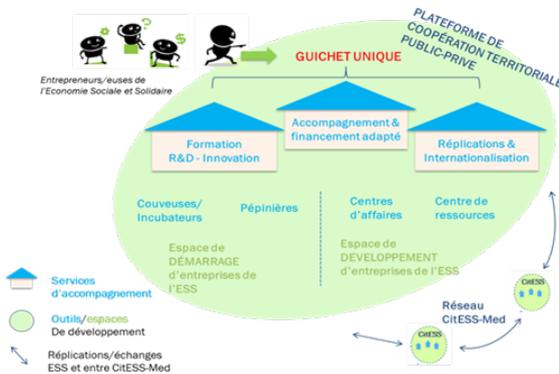
Le Tunisian Center for Social Entrepreneurship propose des activités d'accompagnement selon quatre axes principaux : démocratiser l'accès à l'information et aux opportunités pour les jeunes et les entrepreneurs sociaux par l'organisation d'évènements d'information et d'échange de bonnes pratiques ; proposer une offre de formations, d'incubation et d'accélération des projets ; favoriser la communication et la valorisation des porteurs de projets à impact positif et enfin, le plaidoyer pour améliorer les politiques publiques et le cadre juridique relatif à l'économie formelle, l'entrepreneuriat, l'innovation et l'entrepreneuriat féminin, via la création d'espaces de concertation régionaux avec les acteurs publics, privés et associatifs ainsi que la participation dans les dialogues nationaux et internationaux.

VI. QUEL ACCOMPAGNEMENT DANS LES RÉGIONS ?

Développer l'ESS signifie en quelque sorte sortir un peu des deux secteurs public et privé pour créer un troisième secteur porteur d'impact. Pour une approche comparative, Amina Kchirid, Directrice du Master Innovation sociale et management à Université Hassan II de Casablanca explique qu'au Maroc, la décentralisation, la déconcentration et la régionalisation ont imposé une approche de proximité et une approche participative du développement. Il s'agit de créer une intelligence collective impliquant le cadre universitaire en tant que partie prenante de l'écosystème entrepreneurial, au service de l'innovation sociale. « Au Maroc, près de 4 régions sur 12 contribuent à 68% du PIB - la région de Casablanca détient la part la plus importante. Pour réduire ces inégalités régionales, ont été créés des incubateurs d'universités, des espaces de co-working pour l'entrepreneuriat social dans les universités. »

Pour Bérénice Dondeye, co-présidente d'ADEPES - Mouvement pour l'économie solidaire en Occitanie « Les gens ont une expertise d'usage, il suffit de les entendre. Ils peuvent être un facteur de créativité sur leur territoire parce qu'ils le connaissent ». Il y a ainsi la capacité pour tisser du lien, créer des projets de coopératives et favoriser la prise de décision.

CITISS, un espace de concertation multi-acteurs pour le développement territorial - CITISS est un espace de concertation dans un but de création de plateforme multi-acteurs pour la création d'une banque de données, favoriser l'animation territoriale, l'accompagnement et la création de projets. La CITISS a créé un outil communautaire de communication pour l'ESS autour du territoire de Mahdia. Les acteurs ont promu la diversité de leur territoire et la vulgarisation des principes de la citoyenneté engagée à savoir : comment consommer local ? Comment consommer tunisien ? Comment être un citoyen engagé envers son territoire ?



Par ailleurs, plusieurs efforts ont été entrepris pour encourager et appuyer les femmes rurales dans leurs activités génératrices de revenus et aider les groupes les plus vulnérables à s'intégrer économiquement et socialement. Parmi les mesures institutionnelles, on cite la création du Bureau Nationale d'Appui à la Femme Rurale (BNAFR) au sein du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, et la mise en place au niveau régional, pour chacun des 24 Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA), d'unités composées de coordinatrices et de vulgarisatrices chargées des opérations d'appui et d'encadrement des femmes rurales.

En effet, les activités génératrices de revenus permettent de valoriser les ressources du milieu rural, contribuent à la création de l'emploi et à éviter l'exode rural. Or, un projet générateur de revenus ne peut l'être sans la phase finale de commercialisation. En ce sens une étude a été entreprise à la demande du BNAFR pour faire l'état des lieux et les perspectives de commercialisation des produits de la femme rurale et en proposer un plan de promotion.

Le « Souk des femmes rurales solidaires », pour l'inclusion économique des femmes rurales et la valorisation du savoir-faire local.

Le projet d'appui à la commercialisation des produits de la femme en milieu rural a pour objectif l'autonomisation économique des femmes rurales par la création d'entreprises dédiées à la commercialisation de leurs produits. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre aussi bien du plan de promotion de la commercialisation de ces produits que de la note circulaire n°226 du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, datée du 13 Octobre 2016 appelant les CRDA à réserver un espace dédié à l'exposition et la vente des produits des femmes rurales.

Actuellement, 7 points de vente ont ouvert leurs portes grâce aux efforts des productrices et des institutions d'appui, en particulier les CRDA de Béja, Bizerte, Nabeul, le Kef, Manouba, Monastir, Zaghouan. La gouvernance, la pérennité des financements et le développement territorial constituent les points de renforcement du projet.

Le projet 2521, développé par l'association We Love Sousse, promeut la mobilité au sein de la Tunisie mais aussi dans le Maghreb, afin d'encourager le partage et la valorisation des bonnes pratiques relatives à l'entrepreneuriat social d'une région à une autre. Le projet 2521 met l'accent sur 3 piliers : l'art, l'ESS et la mobilité académique.

VII. POURQUOI ET COMMENT MESURER SON IMPACT ?

« Si tu ne peux pas mesurer quelque chose tu ne peux pas la comprendre. Si tu ne peux pas la comprendre tu ne peux pas la changer. Si tu ne peux la changer, tu ne peux pas l'améliorer. »

H. James Harrington

L'impact social d'un projet se définit comme l'ensemble des changements observés (institutionnels, structurels, juridiques...) durables, positifs et négatifs, prévus et imprévus, à long ou à court terme, sur les personnes, l'environnement, et ayant un lien de causalité direct ou indirect avec le projet. Il faut toutefois veiller à distinguer la performance de l'impact. Le premier désigne en effet un changement quantitatif – l'écart chiffré entre le prévu et le réalisé. Le second vise quant à lui un changement qualitatif, c'est-à-dire la différence entre une situation initiale et une situation finale.

La mesure d'impact permet d'identifier les forces et les faiblesses d'une activité à visée sociale et de valoriser une action en démontrant son impact social sur ses bénéficiaires. L'évaluation intervient à différentes phases du projet :

- Avant : pour anticiper les changements escomptés en établissant un impact préventif.
- Pendant : pour faire le suivi et la récolte des données.
- Après : pour évaluer son impact et laisser un délai suffisant pour constater des changements à long-terme.

Pour mesurer son impact, il faut à la fois mesurer le changement et l'attribution de ce changement à la solution étudiée. Avant d'entamer dans la mesure d'impact, il faut définir :

- Ses moyens : financements, compétences, outils et méthodes pour atteindre les objectifs.
- Ses objectifs : résultat attendu d'une action.
- Son but : la matérialisation de la finalité que l'on se donne - l'impact attendu.
- Sa finalité : c'est l'idéal vers lequel on tend.

VII. L'ESS, VECTEUR DE CROISSANCE ET DE JUSTICE SOCIALE ?

La justice sociale à la fois du point de vue de l'éradication de la pauvreté et de celui de la réduction des inégalités sociales doit être centrale dans le développement de l'économie sociale et solidaire en Tunisie afin de construire un ordre économique durable socialement, économiquement et écologiquement.

Les principes de l'économie solidaire et sociale dont la liberté, l'adhésion volontaire, la démocratie participative font de cette économie un choix stratégique prometteur et l'un des attributs essentiels du développement dans le pays. En effet, d'après Ilhem Brini (Coordinatrice du programme réforme économique et sociale dans la région Mena chez Friedrich Ebert Stiftung, « l'ESS pourrait être un secteur de croissance et de création d'emploi, mais aussi un vecteur de justice sociale ». A travers l'ESS, la priorité devra être donnée à l'amélioration et au développement de la situation des personnes et des régions marginalisées par la promotion de l'emploi et notamment celui des femmes. L'ensemble des acteurs progressistes de la société civile qui s'engagent pour une participation politique, sociale et civile, en particulier les femmes et les jeunes, mais aussi les entrepreneurs sociaux doit également être soutenu à travers le renforcement de l'action citoyenne et la promotion du débat pluraliste, du principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes et du respect général de l'universalité des droits de l'homme. L'économie sociale et solidaire contribue ainsi à assurer un certain équilibre entre les principes de la justice sociale et l'efficacité économique.

La Friedrich Ebert Stiftung, fondée en 1925, est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Depuis février 1988, la Friedrich Ebert Stiftung a un bureau permanent en Tunisie et s'y engage pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement. Avec la révolution, la nouvelle Tunisie a réaffirmé son choix stratégique d'adhésion aux valeurs de la démocratie, de la justice sociale et du respect des droits humains. La FES en Tunisie soutient l'inclusion des régions tunisiennes dans le dialogue et organise, avec ses partenaires, des débats, séminaires, conférences, formations et consultations au niveau national et international. Guidée par ses valeurs fondamentales, la fondation contribue au développement inclusif et démocratique du pays et œuvre pour plus de justice sociale sur un plan national et régional dans le cadre de l'intégration avec les pays du Maghreb et du Moyen Orient.



IX. ET LES JEUNES DANS TOUT ÇA ?

Comment sensibiliser les étudiants à l'entrepreneuriat social au cours de leur cursus universitaire et post-universitaire ? Comment les encourager à s'engager dans des projets à impact positif ?

L'enseignement de l'entrepreneuriat social n'est pas généralisé à toutes les institutions universitaires et la pédagogie adoptée pour enseigner ce concept ne contribue pas toujours à éveiller l'esprit entrepreneurial des jeunes. L'enseignement de l'entrepreneuriat devrait être basé sur l'action, par l'implication des jeunes comme acteurs du processus d'apprentissage. Il devrait contribuer à doter les jeunes de compétences transversales comme la créativité, l'innovation, le travail de groupe, la résolution de problèmes, la flexibilité et l'adaptabilité à l'imprévu, le leadership, le sens de la communication. Il est recommandé de construire les parcours de formation pour les enseignants similaires à un cycle d'incubation de projets. Cela favoriserait l'apprentissage par la pratique et la mise en situation : vivre l'expérience de la création d'un projet d'économie sociale et solidaire, acquérir et comprendre l'utilisation des outils de création et être mieux à même de pouvoir les transmettre ensuite. Entre un enseignement académique et un enseignement réellement axé sur l'entrepreneuriat, il semble qu'il y ait encore une révolution à faire : insérer les « soft skills » dans les programmes de formation des étudiants et favoriser l'adaptabilité, la gestion des variables dans un monde qui change en permanence.

En parallèle ou après les études, les jeunes sont porteurs de nombreuses initiatives d'entrepreneuriat social et des acteurs tels que Orange, l'AFD, le Centre des Jeunes Dirigeants ou encore Enactus les y encouragent et les appuient dans le développement de leur projet. Pour Amine CHOUAIB, CEO de Chifco & Membre du bureau exécutif du CJD Tunisie, il est important de valoriser et de pousser le potentiel des jeunes en Tunisie. Il est également nécessaire que ces derniers croient en eux, soient proactifs et se donnent les moyens de réussir.

Le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) Tunisie a été créé dans l'ambition « de préparer la jeune entreprise tunisienne à relever le défi de la mondialisation ». Ce mouvement défend un libéralisme responsable plaçant « l'économie au service de l'Homme ». Ce réseau mondial démontre la force entrepreneuriale de la jeunesse et regorge de « success stories » inspirantes pour ceux qui hésitent à développer leur projet.

Enactus Tunisie accompagne les étudiants dans le développement de projets d'entrepreneuriat social avec l'implication de professionnels de l'entreprise et du corps enseignant. Les étudiants regroupés en équipe développent un ou des projets d'entreprises répondant à un défi social et/ou environnemental. Enactus Tunisie propose ainsi aux jeunes de vivre l'entrepreneuriat social dans le cadre de leur études afin d'entrer préparé dans le secteur de l'ESS.

Open Start Up Tunisia (OST) est un concours national d'entrepreneuriat qui vise à développer des projets de start-ups innovantes en ligne avec les Objectifs de Développement Durable. Ce concours réunit des équipes d'étudiants à haut potentiel issus d'institutions publiques et privées tunisiennes.

REMERCIEMENTS

PARTENAIRES FINANCIERS



Organisation
internationale
du Travail



Le printemps de l'engagement solidaire
The Spring of Involvement in Solidarity
ربيع الالتزام التضامني
www.medess.org

SOUTIENS PRO BONO



PARTENAIRES TECHNIQUES



INNOVACIÓ I
ECONOMIA SOCIAL EN
LA MEDITERRANEA
SOCIETAT
COOPERATIVA
EUROPEA LIMITADA



PARTENAIRES MEDIAS

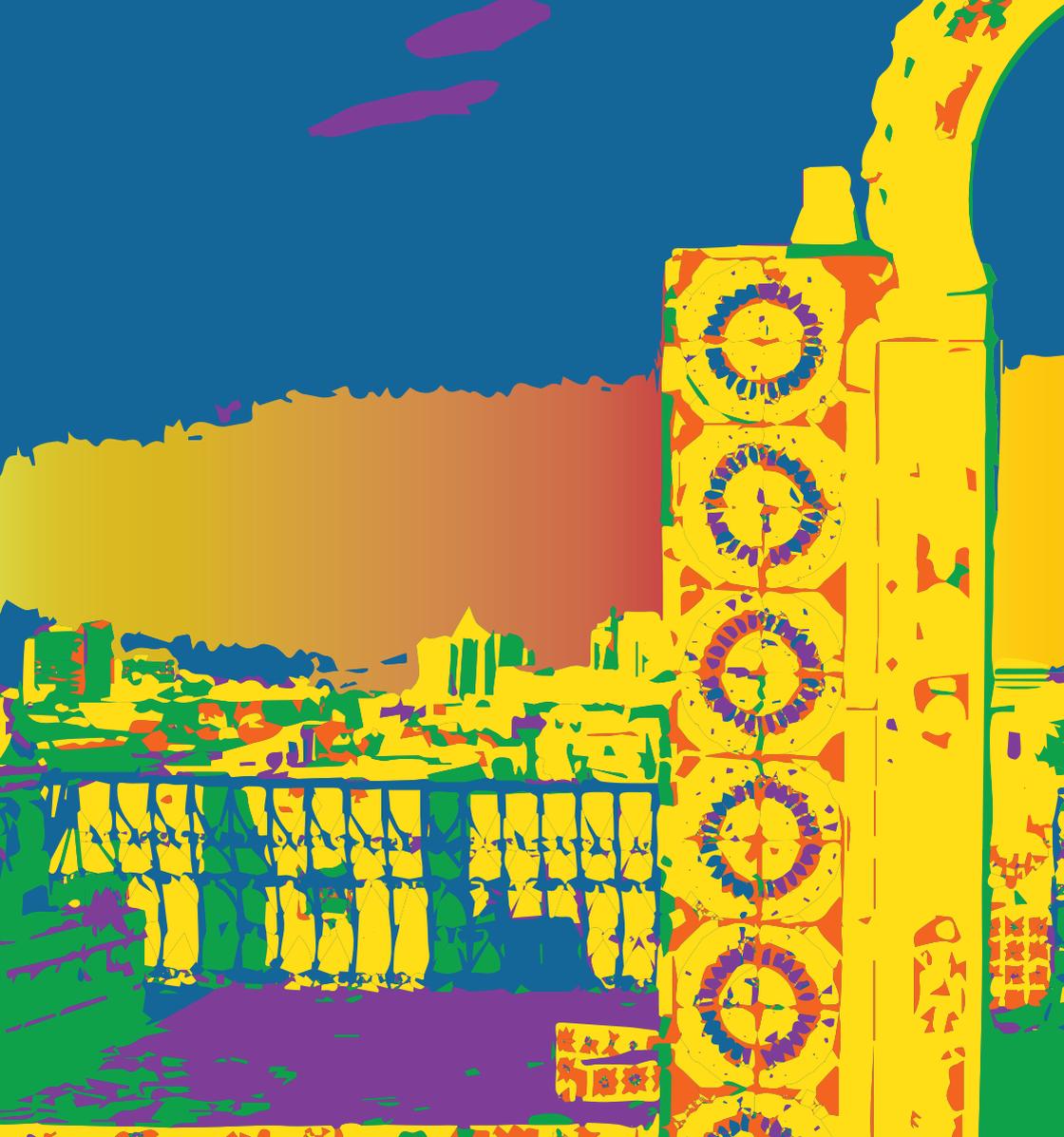
Challenges.tn

GROUPES DE TRAVAIL

ADA Microfinance (Artur Bala – ProjetMicroMED), Enactus (Elyes Hachana - Program Manager) ; Enda-Tamweel (Bahija Badballah - Responsable des services non financiers, Walid Jebili – Chercheur) ; Fondation Friedrich-Ebert Stiftung (Ilhem Brini - Regional Program Manager) ; iesMed Tunisie (Paco Llorente – Directeur) ; Lab'ess (Rachid Abidi - Directeur, Alexane Heredia - Chargée de mission, Sonya Zaiem - Responsable de la communication) ; Mercy Corps (Hejer Messaoudi - Chef de projet) ; Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (Ines Kaabachi) ; Organisation Internationale du Travail (Karim Toumi - Coordinateur national principal, Projet PROMESS) ; PCPA (Ahlem Bousserwel - Directrice exécutive) ; TAMSS (Darine Ben Hadj Hassine) ; Taysir Microfinance (Abir Azzi - Responsable Partenariats, Rim Lamti - Directrice générale) ; UBCI (Youssef Achich - Responsable RSE, Rym Ben Sassi - Responsable Communication, Chokri Chrouda - Responsable Stratégie Etudes Marketing et Communication) 2521 Project I We Love Sousse (Anis Boufrikha – Président, Sabine Maatar - Project Finance & Administrative Manager, Kaouther Sfar Gandoura - Directrice Programme)

ÉQUIPE/BÉNÉVOLES

Rachid Abidi, Rachid Baid, Anis Boufrikha, Marie Bonraisin, Bastiste Fassin, Sébastien Géronimi, Paco Llorente, Sabine Maatar, Maïlys Piral, Emilie Poisson, Fanny Roussey, Estelle Teurquetil, Carine Valette, Sonya Zaiem.



 **ACTED**


UBCI
GROUPE BNP PARIBAS



Organisation
internationale
du Travail

 **ada**


أنداء العالم العربي
enda inter-arabe



**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

من أجل تنمية أكثر عدالة
For **Socially Just** Development



La printemps de l'engagement solidaire
The Spring of Involvement in Solidarity
ربيع الأثرام العاصمي
www.medess.org